

GÉOPOLITIQUE PROFONDE

SYNTHÈSE POLITIQUEMENT INCORRECTE

LE POINT SUR LE YEMEN, LA PIRE CRISE HUMANITAIRE AU MONDE SELON L'ONU

La République du Yémen (ancienne colonie britannique de 25 millions d'habitants) est l'un des pays les plus pauvres de la péninsule arabique. Jusqu'en 1990, elle était séparée en deux entités indépendantes : au nord, la République arabe du Yémen et au sud, la République démocratique populaire du Yémen. La fin de la guerre entre le sud marxiste à majorité sunnite et le nord d'**Ali Abdallah Saleh** plutôt chiite amena la réunification du pays. Les manifestations du Printemps arabe ont eu pour conséquence le départ du président **Saleh** (1990-2012) amenant **Abdrabbo Mansour Hadi** à la présidence en 2012 (il était vice-président depuis 1994).

Depuis, le pays connaît de multiples instabilités : 1) une rébellion des Houthis, une organisation politique armée zaïdite (proche du chiisme), et des officiers fidèles à l'ancien président **Saleh**, contre le gouvernement, 2) une coalition sunnite de 10 pays dirigée par l'Arabie Saoudite, 3) des conflits tribaux indépendantistes (Al-Hirak au Sud par exemple) et, 4) l'implantation d'Al-Qaïda et de l'État islamique sur place. La rébellion Houthis contrôle une bonne partie du nord-ouest du pays et a réussi à prendre la capitale Sanaa en 2014. Cette victoire est considérée comme le point de départ du conflit actuel.

Les rebelles Houthis sont considérés comme une menace sérieuse pour le pouvoir saoudien, car ils seraient soutenus par l'Iran. Or l'expansion du chiisme iranien est un danger pour la légitimité religieuse et géopolitique de l'Arabie Saoudite. Cette dernière s'est donc officiellement engagée dans le conflit yéménite le 25 mars 2015 au travers de l'opération « [Tempête de fermeté](#) », en soutien au président déchu **Hadi**. Le pays du Golfe est à la tête d'une coalition de pays arabes comme l'Égypte, la Jordanie ou encore les Émirats arabes unis et combat la menace Houthis avec les forces gou-

vernementales du Sud yéménite et les USA (soutien en armes et en [renseignements](#)). La monarchie saoudienne investit aussi dans tout parti et toute tribu sur place pour [bloquer l'avènement d'une république chiite zaidite](#). En termes de politique intérieure, l'intervention saoudienne peut s'interpréter comme un moyen de [fédérer sa population contre l'ennemi chiite](#). Mais le peuple saoudien ne comprend plus l'intérêt de cette guerre qui s'enlise au Yémen, alors que les coupes budgétaires sévissent en Arabie.

Concernant les soupçons d'armes de fabrication iranienne envoyées par Téhéran aux Houthis, le logo du groupe industriel Shahid Bagheri (filiale de l'Organisation industrielle aérospatiale iranienne) [a été retrouvé sur des débris de missiles utilisés par les Houthis](#). Une preuve toutefois insuffisante pour identifier le fournisseur. Mais alors que l'ONU manquait jusqu'à maintenant d'éléments, elle a [récemment confirmé le viol de l'embargo sur le Yémen par l'Iran](#), qui n'aurait pas pris les mesures adéquates pour empêcher la fourniture directe et indirecte d'armement à la sédition sur place. Si des rapports du Congressional Research Service (le *think tank* du Congrès US) avaient conclu que [l'influence de l'Iran sur les Houthis était limitée](#), il semble évident que l'enlissement saoudien au Yémen profite à la république chiite.

La coalition menée par l'Arabie saoudite, qui comprend des troupes des Émirats arabes unis, du Pakistan, de l'Égypte, du Koweït, du Maroc, du Soudan, de la Jordanie et de Bahreïn, [ne respecte en tout cas pas le Droit international humanitaire](#). En réponse et à l'instar du Canada et de la Belgique, le Ministère des Affaires étrangères norvégien a annoncé que son pays [suspendait ses exportations d'armes et de munitions à destination des Émirats arabes unis](#), pour éviter qu'elles n'atterrissent au Yémen. Outre-Rhin, les autorités ont fait de même en déclarant [geler ses exportations d'armes vers l'alliance arabe](#) pour ne pas être impliquées indirectement dans le conflit yéménite. Des sanctions à relativiser, car l'Allemagne va tout de même [livrer huit bateaux de patrouille à l'Arabie saoudite](#) (*Deutsche Welle*, le 23/03/18). En effet, les négociations des partenaires de la coalition ont prévu de stopper les livraisons d'armements aux pays engagés dans le conflit, sauf sur les contrats déjà signés.

L'alliance arabe a [le soutien en armement de pays membres de l'UE](#), dont [indirectement la France](#), vendeur majeur d'artilleries à l'Arabie saoudite. Cette dernière a [continué d'exporter des équipements militaires](#) malgré des avertissements sur la situation humanitaire au Yémen. Dès août 2015, Amnesty International exposait des cas de victimes civiles des frappes de la coalition, ainsi que des violations commises dans le cadre de la bataille d'Aden, où des chars Leclerc déployés par les Émirats avaient été vendus par la France. Le gouvernement britannique a également accru de plus de 75 % de l'utilisation de « licences ouvertes » secrètes pour vendre de l'ar-

mement à l'Arabie saoudite. Au total, 85 licences ouvertes distinctes (principalement des composants d'avions et d'hélicoptères) et plus de 1 127 éléments de matériel militaire ou à double usage (notamment des jets et des munitions) ont été validés par le Royaume-Uni depuis le début du conflit au Yémen en 2015, soit environ plus de [5 Mds € de vente d'armes à l'Arabie saoudite](#).

En pleine déstabilisation de ses institutions politiques, le Yémen est également devenu un berceau du terrorisme. L'EI s'est implanté dans le pays et a mené des actions dans plusieurs provinces. Mais c'est surtout dès 2009, dans les régions désertiques du centre du Yémen, que s'est déroulée l'unification des branches d'Al-Qaïda au Yémen et en Arabie saoudite, pour devenir la puissante Al-Qaïda dans la Péninsule Arabique (AQPA) : la base mondiale la plus importante d'Al-Qaïda a pu proliférer sous les yeux des Saoudiens et des Américains. Elle sert en effet de centre de communications pour l'ensemble du groupe djihadiste, y compris en Somalie, en Afrique de l'Ouest et dans le sud de l'Asie ([La voix de l'Amérique](#), 08/02/18).

Aujourd'hui, l'organisation terroriste contrôle une partie importante du sud du territoire avec l'appui de tribus locales et de subtils arrangements avec la coalition menée par l'Arabie saoudite (*Diplomatie, Les grands dossiers*, n° 42, décembre 2017 - janvier 2018, p.41). Effectivement, les politiques menées par l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis sont toujours ambiguës vis-à-vis de certains mouvements terroristes. Elles s'attaquent à certains courants de l'islam politique (l'irruption de l'EI dans le conflit amène le déploiement massif de troupes saoudiennes à la frontière du Yémen) tout en soutenant les branches réformistes salafistes (cf. notre étude sur l'« [Histoire de la collusion entre le Wahhabisme et le monde Anglo-Saxon](#) » pour creuser le sujet). Pour illustrer ce dernier fait, le prince **Mohammed Ben Zayed** (prince héritier des Émirats) et le prince **Mohammed Ben Salmane** (prince héritier d'Arabie) auraient reçu à Riyad les dirigeants du parti yéménite Al-Islah, [la branche yéménite de la confrérie des Frères musulmans](#). Alors que le royaume wahhabite était censé avoir rompu ses liens avec cette sulfureuse confrérie, la surprenante résistance des Houthi et l'expansion régionale iranienne le poussent à redéfinir une fois de plus ses alliances.

Le journaliste **Wayne Madsen** juge que l'efficacité des combattants Houthis vient du fait qu'ils sont au cœur d'une organisation informelle du même type que le Safari Club ; c'est-à-dire une collaboration d'éléments issus de services de renseignement de plusieurs pays dans un intérêt commun ([voir notre article sur le Safari Club](#)). L'auteur dénomme cette « structure souple » sous le terme de Safari Club-II. Elle rassemblerait [des éléments des services de renseignement](#) de l'Iran, du Hezbollah (organisation politico-militaire libanaise), du Fatah et du Hamas (mouvements politi-

co-militaires palestiniens). Suite à un embargo décidé par de nombreux membres de la coalition arabe sur le Qatar pour cause de « soutien au terrorisme », ce pays se détournerait quelque peu de l'alliance contre les Houthis pour se montrer plus favorable au Safari Club-II. Oman, plutôt neutre dans la guerre civile yéménite, est également devenu en 2016 un relais de fourniture d'armes aux Houthis, de même que l'actuel gouvernement irakien à tendance chiite. La Chine a également reçu des délégations Houthis à Beijing et leur fournirait des armes via l'Iran. L'empire du Milieu soutenait déjà le Safari Club originel dans les années 80 pour ses opérations en Afghanistan et en Angola. Israël est finalement de la partie : **17 personnes accusées d'espionnage à son profit** ont été arrêtées au Yémen. Il s'agit d'ex-immigrés d'origines somalienne et éthiopienne, expulsés d'Israël et recrutés par le Mossad, qui étaient chargés de mission de renseignement. Ces agents possédaient des données liées à des personnalités et commandants yéménites, ainsi qu'aux institutions militaires et civiles du pays (*Press TV*, le 19/02/18).

Côté humanitaire, le Comité international de la Croix-Rouge a établi qu'un million de Yéménites ont contracté le choléra ces 18 derniers mois (2 244 morts depuis fin avril 2017) ; **ce serait la plus grande épidémie de cette maladie au monde** selon le *Washington Post*. Seize millions de personnes sont privées de nourriture saine et d'eau potable. Depuis 2015, cette guerre a fait plus de 9 000 morts, 40 000 blessés et plus de 2,3 millions de personnes déplacées. Selon *The Guardian*, cette situation est en partie due aux gouvernements américains et saoudiens qui imposent un blocus total sur le Yémen, **notamment sur ses ports**, et travaillent ensemble pour **détruire les infrastructures vitales du pays**. Côté saoudien, **129 militaires ont été blessés ou tués** dans les deux derniers mois de l'année 2017 au Yémen.

Pour finir, n'oublions pas que le Yémen est un pays stratégique avec **ses routes maritimes fondamentales et sa position géographique au carrefour de 3 régions**. En neutralisant la Somalie et le Yémen par exemple, les deux pays ne pourraient plus indépendamment servir de point d'appui ou de contrôle du golfe d'Aden. Cette baie est une voie de navigation maritime internationale majeure entre l'Asie et l'Europe, une des principales routes d'exportation maritime du pétrole (3,8 millions barils de pétrole transitent chaque jour par le détroit de Bab-el-Mandeb) et un chemin migratoire important.

Franck Pengam, Extrait de la revue GP N°1 et 2 (Février-Mars 2018).

- SITE : <https://www.geopolitique-profonde.com>
- FACEBOOK : <https://www.facebook.com/geopolitiqueprofonde>
- YOUTUBE : <https://www.youtube.com/user/FranckPengam>

Reproduction strictement interdite sans autorisation.

Les éléments d'analyses peuvent être utilisés en citant explicitement la source Géopolitique Profonde.

<https://www.geopolitique-profonde.com>

GFP



MENTIONS LEGALES

Géopolitique Profonde

6 rue de Musset

75016 PARIS

Siren : 833 752 652

Contact : geopolitique.profonde@protonmail.com